



## BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 2 septembre 2014

### UN GOUVERNEMENT DE COMBAT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Suite aux déclarations des ministres Montebourg et Hamon demandant une pause dans la politique d'austérité imposée aux classes populaires, Hollande et son premier ministre Valls ont décidé de nommer un nouveau gouvernement plus resserré pour appliquer à la lettre leur politique en faveur du patronat (Pacte de Responsabilité, les 3 % d'endettement de l'Etat, l'ANI, etc.).

La nomination de Macron, ancien banquier d'affaires chez Rothschild, à la tête du ministère de l'Economie montre clairement quels intérêts Hollande et son nouveau gouvernement entendent servir. Le



nouveau ministre s'est tout de suite illustré par ses intentions de remettre en cause les 35 heures, les seuils de représentation syndicale dans les entreprises et d'autoriser le travail le dimanche. Quant au premier ministre, Valls, il s'est précipité à l'université d'été du Médef pour assurer celui-ci de son « amour des entreprises », en échange de quoi il a reçu une petite tape encourageante dans le dos de la part de Gattaz et a été ovationné par le parterre de gros patrons présents. Ces derniers ne s'y sont pas trompés : Valls, Macron, Hollande et son gouvernement font bien partie des leurs.

Les travailleurs ne peuvent pas compter sur ce gouvernement pour défendre leurs intérêts. Ils doivent se préparer à la lutte.

### GTOI : MOBILISATION MASSIVE CONTRE UN LICENCIEMENT

Suite à la décision de la GTOI de licencier un chef de chantier, plusieurs centaines de travailleurs de cette entreprise ont débrayé et sont partis manifester devant les locaux de la direction au Port pour exiger la réintégration de leur camarade.

Celui-ci, avec 25 ans d'ancienneté, a reconnu avoir commis une faute... expliquant qu'on lui donnait tellement de sites à contrôler qu'il a dû en confier la responsabilité à des subalternes ne pouvant pas faire tout seul. Qu'une entreprise comme la GTOI, première entreprise du BTP à la Réunion, filiale du groupe Colas, trouve encore le moyen d'économiser sur les embauches, voilà le vrai scandale. Et ce ne sont pas les travailleurs qui devraient être sanctionnés, mais les dirigeants de ce groupe !

Lundi soir, les négociations n'ayant rien donné, les ouvriers grévistes et leurs syndicats, au premier rang la CGTR, décidaient de reconduire leur mouvement mardi, la direction n'étant pas revenue sur sa décision de licencier, et ont menacé d'étendre la grève à l'ensemble des chantiers de l'île. Ils ont ajouté à cette première revendication toute une série d'autres concernant la prime d'ancienneté pour les employés, techniciens et agents de maîtrises, la mutuelle à 100 %, le 13ème mois pour les contractuels.

Ils ont bien raison. Face aux patrons exploitateurs, la meilleure défense, c'est l'attaque !

### LES EMPLOYÉES DES CRÈCHES LIVRÉES AUX APPETITS DU PRIVÉ...

A la crèche Clair de Lune de Saint André, deux animatrices ont été licenciées en juillet sous de faux prétextes. Elles gênaient dans cette structure privée, car elles n'acceptaient pas d'être employées par leur direction à des tâches qui ne faisaient pas partie de leur coeur de métier. Elles n'acceptaient pas plus de ne pas être payées selon leur qualification, les congés payés imposés, le non respect des horaires de travail.

Non contente de les avoir licenciées abusivement, la direction a décidé de ne pas leur payer leur mois de juillet ainsi que leur reliquat de congés payés. C'est pour exiger leur dû que ces deux salariées, soutenues

[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

par plusieurs militants de l'Union Régionale Est de la CGTR, ont décidé de manifester leur mécontentement devant la crèche vendredi 29 juillet. Plusieurs parents leur montrèrent aussi leur solidarité, scandalisés par le fait qu'elles ne soient pas payées de leur labeur alors que prix demandé pour un mois de garderie s'élève à... 950 € par enfant !

Cette action n'aura pas été vaine puisqu'en fin d'après-midi, le gérant apportait la preuve du versement des sommes réclamées effectué le jour même !

### **... AVEC LA COMPLICITÉ DE L'ÉTAT !**

Les conditions de travail sont souvent détestables dans les crèches privées. Leurs responsables limitent au maximum l'effectif d'encadrement des enfants ainsi que les investissements dans le matériel et la construction, ce qui leur permet de réaliser de jolis bénéfices et de se lancer ensuite dans la création de nouvelles structures toutes aussi juteuses.

Mais ces agissements ne sont permis que parce que l'Etat n'investit pas dans le domaine de la petite enfance. Il y a un manque criant de crèches publiques à la Réunion à l'heure où de plus en plus de parents ont besoin de les faire garder pendant leur travail.

C'est cette démission de l'Etat qui est à l'origine de l'exploitation du personnel des crèches et des parents-salariés !

### **HOLLANDE LA DI...**

Le 22 août dernier, à la question du journaliste Jean Marc Colienne d'Antenne Réunion : « Vous avez une idée, très concrètement, du nombre d'emplois qu'on peut créer à la Réunion en un an ? », François Hollande a répondu : « Rien que pour les Contrats d'Avenir, il y a 40 000 Emplois d'Avenir supplémentaires qui peuvent être ouverts si les collectivités s'en emparent ».

Voilà une annonce qui devrait inciter les dizaines de milliers de jeunes au chômage à se mobiliser pour que cette promesse d'emplois soit tenue !

### **AU VOL !**

Depuis un mois, la cotation du sans plomb sur le marché a baissé de 10,6 %, celle du gazole de 4,76 % et celle de la bouteille de gaz de l'équivalent de 50 centimes d'euros.

Eh bien la préfecture a décidé que le sans plomb ne baisserait que de 3,75 %, que le prix du gazole resterait le même et que celui de la bouteille de gaz ne baisserait que de 23 centimes.

Le prétexte invoqué étant qu'en un mois l'euro s'est déprécié de 1,7 % par rapport au dollar...

Un tour de passe-passe cautionné par l'Etat qui permet aux compagnies pétrolières de se mettre la différence dans la poche !

### **2,3 MILLIONS D'EXPLOITÉS À MORT PAR LA BOURGEOISIE**

Guy Rider, le président de l'Organisation Internationale du Travail, OIT, a déclaré lors du rassemblement annuel de son organisation et devant les représentants de 141 pays que « Le travail fait plus de victimes que la guerre » et que « Chaque année, deux millions trois cent mille travailleurs perdent la vie au travail » à cause des manquements aux normes de sécurité et d'hygiène, au sur-travail, au travail des enfants, etc.

Guy Rider déplore qu'à l'heure de l'informatique, on manque de données factuelles pour établir une politique de lutte contre cette hécatombe. Rien d'étonnant à cela pourtant. C'est simplement révélateur de l'indifférence de la bourgeoisie aux conditions de travail des salariés, même si mort s'ensuit, pourvu que vivent leurs profits !

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.  
Venez nombreux !

**[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68